

<https://levenissian.fr/Face-a-la-crise-partout-pour-tous-pas-de-suppression-d>



Face à la crise, partout, pour tous, pas de suppression d'emploi !

- Vie politique -



Date de mise en ligne : mardi 16 juin 2020

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Rencontre des entreprises avec Michèle Picard

Jeudi 18 Juin à 12h sur le site de la SAD occupée 1, rue André Sentuc, Vénissieux

La crise sanitaire, le confinement décidé par Macron et son gouvernement, ont des conséquences importantes sur l'emploi, comme sur les conditions de travail.

Ce sont plusieurs dizaines de milliers de salariés qui vont se trouver en situation de perdre leur emploi.

Déjà des chaînes de magasins comme « La Halle » ou « Camaïeu » ont annoncé être en difficulté et préparer des fermetures.

Les salariés précaires (intérimaires, CDD) voient leurs contrats s'arrêter et ne pas être renouvelés.

Mais c'est aussi l'occasion pour des entreprises d'accélérer ou de mettre en place des restructurations de leur activité entraînant des suppressions d'emplois, voire des fermetures de sites. C'est le cas de Renault malgré les 5 milliards accordés par l'état .

Cette crise a été le révélateur pour le plus grand nombre des conséquences catastrophiques sur l'industrie française des choix politiques et économique fait ces 30 dernières années, tant par le pouvoir politique que par le patronat.

La course au profit, à la rentabilité maximum, ont détruit des pans entiers de notre industrie, entraînant par la même une perte d'emploi et de savoir faire.

Les grandes tirades de Macron sur le jour d'après ne suffisent pas à faire oublier que comme ministre de l'économie de Hollande, il a participé activement à la vente d'Alstom énergie au groupe américain Général Electric.

Comme il a également autorisé d'autres cessions d'entreprises stratégiques françaises , comme Alcatel-Lucent au groupe finlandais Nokia ou Technip à FMC Technologies (Etats-Unis).

Et dans tous ces discours, il n'a rien dit sur un changement de stratégie aboutissant à un véritable plan de réindustrialisation du pays.

Pour Macron les 500 milliards débloqués par le gouvernement n'entraîneront pas de hausses d'impôt. Par contre il dit qu'il va falloir travailler plus. Sans préciser ce que cela veut dire.

Mais ce n'est pas bien compliqué à comprendre. Il faut s'attendre à, comme le demande le patronat, que le temps de travail soit remis en cause, que les négociations entreprise par entreprise d'accord sur la réduction des coûts soient facilitées et accélérées. Avec comme menace la perte d'emplois.

Que la question de la réforme des retraites soit relancée avec toujours comme objectif travailler plus.

Il n'y a rien à attendre de ce pouvoir là. Son refus de s'attaquer aux dividendes versés par les sociétés, comme celui de s'attaquer à l'évasion fiscale, ou de restaurer l'impôt sur les grandes fortunes le démontre.

Plutôt que de s'attaquer au 35 heures, il est grand temps

- de mettre en place une nouvelle réduction du temps de travail pour aller vers les 32 heures.
- de conditionner toutes les aides de l'état à de véritable plan de préservation et de développement d'emplois.
- d'impulser une véritable politique de développement industriel, notamment dans des domaines comme le transport, l'énergie, les communications, le changement climatique. Y compris en créant des pôles publics en capacité de proposer, influencer, imposer des choix.
- de donner les moyens à Pôle Emploi, de faire face à l'accroissement annoncé de demandeurs d'emplois.
- de mettre en place suffisamment de parcours de formations permettant des transitions vers de nouveaux emplois ou des remise à niveau.

Sur Vénissieux des entreprises ont déjà annoncé des suppressions d'emplois.

Sur décision du tribunal de commerce Presstalis, société de diffusion de la presse, est mis en liquidation judiciaire, entraînant la fermeture du site de Vénissieux et la perte de leur emploi pour les 110 salariés. Depuis ils sont en lutte pour maintenir leur activité, proposant sous une forme alternative de reprendre leur entreprise. Dans une période où la presse écrite est en difficulté, mettre en liquidation une société de distribution de la presse sans prévoir d'autres alternatives est pour le moins un non sens démocratique qui n'a d'autre but que de casser le statut des salariés et favoriser les grands groupes de presse qui ont les moyens de s'organiser différemment.

La société Boostheat, fabricant de chaudière innovante qui s'est installé sur le site de Bosch a annoncé la suspension de sa fabrication au moins jusqu'à la fin de l'année, entraînant le licenciement de ses commerciaux dans un premier temps et les salariés restant sont dans l'attente de décision sur leur avenir.

Bosch Rexroth n'a pas retrouvé une activité suffisante, se séparant des ses intérimaires et faisant planer un doute sur l'avenir de la charge de travail. Au total, l'ancien site Bosch Vénissieux a connu plus d'annonces médiatiques que de créations d'emplois ! Le groupe Bosch doit assumer ses responsabilités et donner les moyens au site de se développer. Il en a la capacité avec des milliards annuels d'investissements !

L'emploi sera la question clé des mois à venir, et le développement industriel est le coeur de ce défi. Nous ne voulons pas de "jobs" précaires et sans valeur ajoutée pour une économie de "services" tournés vers les besoins des riches. Nous avons besoins d'emploi dignes, formateurs, créateurs de valeur pour répondre aux besoins de tous, dans les transports, le logement, l'école, la formation, l'alimentationâ€!